## RÉOUVERTURE DES FRONTIÈRES

# Entre espoir et frustration

***Les clameurs se sont tues. Depuis la demande formulée par Rabat pour la réouverture des frontières et le peu d'empressement des autorités algériennes à y donner suite, certains ne désespèrent pas des retrouvailles comme ce fut en 1989.***

Un mois après cet événement, qui a fait la une de la presse des deux côtés de la frontière, nous avons pu recueillir l'avis de nombreux citoyens des deux pays. Sur la route longeant la bande frontalière entre Maghnia et Marsat Ben M'hidi, le trafic est très dense en ce jour de semaine. Les stations d'essence sont fermées et la file de voitures Mercedes et Renault 25 qui attendent d'être approvisionnées nous renseigne sur l'ampleur du fameux trabendo «hallaba» qui a justement pris de l'ampleur après la fermeture des frontières.

Tout passe, gasoil, kif, agrumes, bétail, à travers ces frontières qui, géographiquement se confondent.

El Hadj Benaouda, fellah de son état et père de sept enfants est né à quelques mètres de la frontière en 1926. Quand on lui a demandé ce qu'il pense de cette situation et la tension qui règne entre les deux pays, il commença par murmurer un «staghfir Allah», et nous posa à son tour la même question avant de nous faire part du drame vécu par les milliers de familles qui vivent des deux côtés de la frontière. Il nous dit sur un ton ferme que c'est un grand péché (h'ram) de séparer deux peuples de la même origine, de la même religion, et ce, quoi qu'il arrive.

Ce fellah, qui apparemment regrette les années 1970, nous fit une étonnante remarque en nous rappelant un discours de Houari Boumediène dans lequel il déclarait «nous nous interdisons d'insulter l'avenir entre les deux peuples frères». Il poursuit : «Vous savez, cette fermeture est une aubaine pour les barons du trabendo, cette situation leur assure un vrai monopole, ils font ce qu'ils veulent, la preuve, vous n'avez qu'à constater la quantité d'agrumes (oranges, fraises, etc.) exposés sur tous les étals de l'ouest algérien». Et ce, sans compter, bien sûr, le fameux marché de Zouia qui est en réalité une zone franche non déclarée. Tous les produits espagnols et marocains transitent par cette bourgade devenue célèbre et connue par tous les contrebandiers et beznassa d'Algérie. A ce respectable fellah, nous faisons remarquer que cette frontière est devenue la route du kif et qui menace la jeunesse algérienne. Il a eu cette cinglante réponse : «La culture de l'opium dans le Rif marocain est encouragée par la forte demande locale et s'il y avait une réelle répression des deux côtés, l'agriculteur marocain retournerait à ses choux.»

Un autre point de vue recueilli auprès d'un intellectuel, celui-ci est quelque peu prudent. Pour lui, la réouverture de Zoudj B'ghel posera problème après 14 années de fermeture.

Pour Youcef, il y a un contentieux qu'il faut régler avec nos voisins. Il se rappelle de cette chasse à l'homme lancée par le Makhzène contre les touristes algériens après les attentats de Marrakech. «Je ne suis pas contre le rapprochement des peuples de la région au moment où l'Europe s'élargit, mais il faut repartir sur des bases solides en commençant par exclure les discours haineux.»

Toutefois, nous sommes surpris par les propos d'un trabendiste qui dénonce une certaine hypocrisie. Il nous dit avec une certaine malice que «les personnes qui se disent pour le maintien de la fermeture des frontières seront les premières à envahir Souk Sidi Abdelwaheb (la grande kaissaria de Oujda)».

Pour d'autres, le pessimisme a atteint le non-sens au point où ils déclarent carrément que «si nous n'avons rien de commun avec le Maroc, alors il faut ériger un mur entre nous et ne plus en parler».

### De l'autre côté de la frontière

Les quelques avis qu'on a pu recueillir auprès de quelques familles algériennes résidant dans l'Oriental ne diffèrent guère, ce sont à peu près les mêmes sentiments d'espoir et de frustration qui se dégagent. Les familles Bensaïd, Touati et Merabet vivent toujours au Maroc et ne l'on jamais quitté. Les Bensaïd appartiennent à une famille originaire de Benbadis (ex-Descartes), dans la wilaya de Sidi-Bel-Abbès, le père s'est installé au Maroc en 1947 et a participé à plusieurs manifestations contre la déportation du sultan Mohamed V. Interrogé sur la question, il nous dit tout simplement que les politiques du monde arabe font tout pour compliquer l'existence de leurs peuples, mais il trouve absurde cette fermeture des frontières à deux reprises (1975-1989 et de 1994 à ce jour), soit 28 ans de fermeture depuis l'indépendance.

L'autre famille, les Merabet, vit au nord d'Oujda et réside au royaume pendant plus d'un demi-siècle ; c'est leur fils Moumène qui semble le plus touché par cette situation au Maghreb. Ce jeune professeur de mathématiques est plutôt confiant quant à l'avenir : «L'histoire finira par remettre les deux peuples sur la même longueur d'onde ainsi que leurs gouvernements.

Economiquement et humainement, les peuples de la région ont tout à gagner, et ce n'est pas le projet de l'Union méditerranéenne cher à Sarkozy qui construira le Maghreb».

Toutefois, c'est toute une autre opinion chez les Touati, originaires de Béni-Saf et vivant dans la région de Aberkane. Leur mère veuve, âgée de 83 ans, n'a pu assister à l'enterrement de ses trois sœurs décédées en Algérie, et c'est là tout le drame humain dont on ne parle jamais dans la presse, nous dit Boucif, l'un de ses fils qui rêve de revoir Béni-Saf et l'île de Rachgoun, et c'est sans doute le rêve de toutes ces familles algériennes vivant au Maroc.

Avant de clore ce reportage, nous avons voulu recueillir l'opinion de ressortissants marocains vivant en Algérie et, comme par hasard, nous avons rencontré un Marocain en visite dans la capitale des Zianides qui a bien voulu nous faire part de son impression : «Je suis heureux de retrouver la terre des martyrs, je suis un marocain d'origine berbère et je milite pour un Maghreb berbère car le nationalisme arabe est synonyme de haine et de rancœur». Ce fervent admirateur de la JSK nous fit tout de même une petite remarque sur l'intérêt de certains journaux algériens qui ont largement médiatisé Driss Basri en sachant que ce dernier est le premier responsable des malheurs du peuple marocain.

En attendant un sésame du genre «frontière ouvre-toi», le Maghreb du tranbendo se porte plutôt bien, quant au Maghreb des peuples initié un 27 avril à Tanger, il attend depuis un demi-siècle.

**M. Zenasni**

## TIZI-OUZOU

# Une école verte, un exemple à suivre

***Imaginons un instant que nos établissements scolaires, nos entreprises économiques, nos institutions administratives, culturelles et autres, nos cités et quartiers, nos places publiques, nos barrages et stations hydrauliques, nos routes et nos rivières soient verdoyants, entourés de ceintures vertes...***

La physionomie de notre pays serait assurément tout autre. La surface forestière actuelle sera décuplée en quelques années, l'érosion sera vaincue et le désert qui avance actuellement vers le nord se rétrécira au fur et mesure que la couverture végétale gagnera du terrain. Le climat subira d'importants changements favorables au développement extensif et intensif de l'agriculture et l'autosuffisance alimentaire deviendra possible. C'est qui nous arrivera de meilleur si toutes nos associations, tous nos organismes publics et privés rivalisaient d'ardeur dans le reboisement, l'aménagement des espaces verts et la protection de l'environnement, si chaque citoyen pouvait planter un arbre autour de lui en veillant à son entretien durant son existence. Cette vision nous est suggérée par l'initiative de l'association universitaire écologique Evocation qui s'assigne, en collaboration avec l'APC de Beni Douala et du CIAJ, pour objectifs la rénovation des classes de l'école Mouloud-Kanem du village Aït Bouyahia, commune de Beni Douala, l'aménagement d'un espace vert avec la participation des enfants, l'éducation environnementale des écoliers et l'organisation d'un concours de dessin sur le même thème.

Ces objectifs, sponsorisés par l'entreprise El Secom Motors de Bab Ezzouar, seront réalisés, en trois week-ends, par cinq groupes composés de membres de l'association, de villageois, d'une quinzaine d'étudiants de différentes universités du pays et des élèves de l'école concernée qui est dépourvue d'espace vert et dont les salles de classe se trouvent dans un piteux état, selon les initiateurs du projet.

**B. T.**

## BOUZEGUÈNE

# Sensibilisation à l'environnement en milieu scolaire

***Messaoudène Mohand, docteur d'Etat en forêt à l'université d'Aix-en-Provence et membre de l'Institut national de recherche forestière, a animé, lundi après-midi, une conférence-débats sur le thème générique «les témoignages de l'arbre» au profit de 135 élèves du CEM Azoug-Arab et frères de Houra (Bouzeguène) dans le cadre du projet pédagogique de l'établissement.***

S'inscrivant dans le cadre de la sensibilisation des apprenants à l'environnement, et à l'initiative du centre culturel et de l'association Igelfan, en collaboration avec l'équipe pédagogique de l'établissement, la rencontre scientifique a été d'une actualité brûlante quand on sait que le collège est situé au pied de l'Akfadou, pas loin de Tamezguida, point le plus culminant de cette mythique forêt. Celle-ci, riche par sa diversité floristique, est exploitée de manière anarchique et subit de plein fouet les contrecoups de la dégradation de l'écosystème par les incendies et les agressions de l'homme avec comme conséquence la disparition chaque année de dizaines d'hectares d'arbres.

Véritable plaidoyer pour l'arbre, la communication a suscité la curiosité et une prise de conscience des élèves pour sa préservation. Elle trouvera un prolongement dans les sorties sur le terrain que se propose d'organiser l'établissement avec ce spécialiste de la recherche forestière qui a présenté aux élèves un tour d'Algérie de l'arbre en images. Les débats engagés avec la jeune assistance ont mis en exergue le lien quasi affectif que les apprenants entretiennent avec ce végétal considéré comme leur compagnon quotidien.

L'établissement a honoré dernièrement 84 élèves dont 21 ont été félicités pour leurs efforts méritoires. Ce pourquoi l'équipe pédagogique compte multiplier ce genre d'initiative pour stimuler l'effort pédagogique dans les différentes disciplines, selon un responsable en la matière.

**S. Hammoum**

## BOUIRA

# Sit-in des contractuels devant la direction de l'Education

Au deuxième jour de la grève des syndicats autonomes, les enseignants contractuels de la wilaya ont observé un sit-in devant le siège de l'académie pour réclamer leurs droits. A commencer par les enseignants contractuels de tamazight. Ils sont 35 à interpeller M. Benbouzid pour concrétiser ses promesses. On s'en souvient, au mois de novembre dernier, ces enseignants contractuels qui ont été déboutés par l'académie de Bouira ont observé une grève de la faim devant la maison de la presse Tahar-Djaout. Après plus de dix jours de grève, les députés Ali Brahimi et Kara Mohand Seghir ont réussi à arracher au ministre de l'Education nationale la décision de leur affectation en attendant une promesse d'une formation qui aura lieu à partir de septembre prochain à Alger. Or, ces enseignants s'inquiètent justement de cette formation dont aucune note n'est pour le moment parvenue à l'académie de Bouira afin qu'ils s'y préparent. Aussi, lors de ce sit-in, interpellent-ils d'abord le ministre afin qu'il donne les directives, ensuite les députés de Bouira afin qu'ils poursuivent leurs démarches pour arracher ces fameuses décisions de formation. Par ailleurs, pour les enseignants contractuels des autres matières, le tableau n'est guère reluisant. Plus de 503 contractuels au niveau de la wilaya, pour la plupart des universitaires et assumant un enseignement parfois dans des endroits très risqués et donnant des frissons rien qu'en évoquant leur nom, souffrent d'un certain mépris de la tutelle à leur égard. En effet, ces contractuels sont en quelque sorte les pompiers non déclarés de l'académie. A chaque début d'année et passé un certain temps, l'académie recourt à ces contractuels pour combler le déficit en matière d'enseignants surtout, comme nous le disions, dans des zones isolées. Aussi, pour faire entendre leurs voix, ces enseignants ont saisi l'opportunité de la grève qui a lieu pour rappeler au ministre de l'Education leur marginalisation, le retard dans la perception de leurs salaires et surtout qu'ils n'ont pas profité des augmentations.

**Y. Y.**

## RELIZANE

# L'OPGI recouvre ses créances

Pour les obliger à s'acquitter de leurs redevances, les responsables de l'Office de promotion et de gestion immobilières (OPGI) viennent d'ester en justice 257 locataires suite au retard accusé dans le versement des loyers des habitations et locaux, des arriérés qui s'élèvent à 30 milliards de centimes. L'OPGI a été contraint de recourir à la justice après que tous les moyens d'un règlement à l'amiable eurent été épuisés. Selon le directeur général de l'OPGI, Chabbour Rachid, l'organisme a proposé tous les arrangements possibles en dressant un échéancier de paiement aux locataires récalcitrants. Le patrimoine immobilier est, selon notre interlocuteur de 16 000 logements, géré par sept unités de gestion implantées généralement dans les chefs-lieux de daïra. Par ailleurs, l'OPGI de Relizane a lancé dernièrement un vaste programme portant sur la réhabilitation de son patrimoine à travers toutes les communes relevant de sa compétence.

**A. R.**

# La criminalité en nette progression

Présentant le bilan des activités de la Gendarmerie nationale, le lieutenant-colonel du commandement du groupement de Relizane a déclaré qu'une hausse de la criminalité a été constatée durant le premier trimestre 2008. Ainsi, 390 affaires de droit commun ont été traitées par les unités du Darak-El-Watani relevant du commandement de groupement de Relizane ayant conduit à l'arrestation de 340 individus impliqués dans différentes affaires âgés entre 18 et 45 ans. Parmi eux, 170 chômeurs. Concernant les affaires enregistrées à travers les 38 communes que compte la wilaya de Relizane, 44 ont trait au vol et 7 à la falsification de documents officiels et à l'écoulement de faux billets de banque. Concernant la sécurité routière, les unités de la gendarmerie ont enregistré 17 accidents ayant occasionné la mort de vingt personnes et 270 blessés. Le lieutenant-colonel M. Amar a signalé que la RN 4 a été le tronçon le plus meurtrier, 1 000 retraits de permis ont été opérés.

**A. Rahmane**